

Cote du document: EB 2015/LOT/P.9/Rev.1
Date: 22 avril 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don au Royaume
du Swaziland pour le Projet d'appui
à la production agricole familiale induite
par le marché

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thomas Rath
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2069
courriel: t.rath@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
 Annexe	
Accord de financement négocié	12
 Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

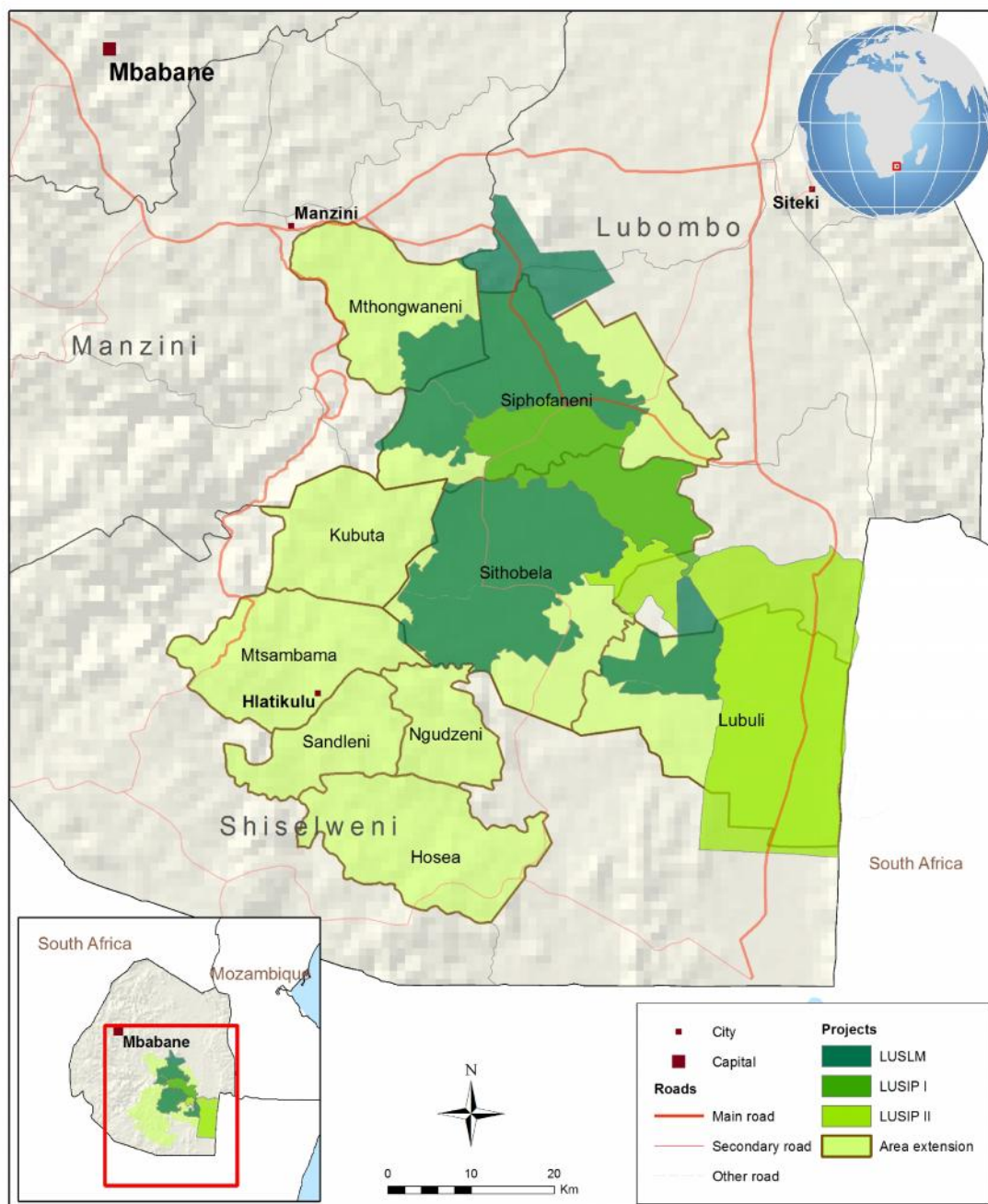
Sigles et acronymes

CPP	Comité de pilotage du projet
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
NAMBoard	Conseil national de commercialisation agricole
PDC	Plan de développement des chefferies
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RFEDP	Programme de finance rurale et de développement des entreprises
S&E	Suivi-évaluation
SWADE	Swaziland Water and Agriculture Development Enterprise
UEP	Unité d'exécution du projet

Carte de la zone du projet

Swaziland

Smallholder Market-led Project (SMLP)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Royaume du Swaziland

Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Swaziland
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	21,1 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,55 millions d'EUR (équivalent approximativement à 9,6,3 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,36 million de DTS (équivalent approximativement à 0,5 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant équivalent à cent pour cent du taux d'intérêt variable de référence, déterminé chaque année par le Conseil d'administration du FIDA
Cofinanceurs:	À déterminer
Montant du cofinancement:	3,8 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur/ du bénéficiaire:	6,6 millions d'USD
Contribution du secteur privé:	0,6 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Royaume du Swaziland pour le Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de prêt et don au Royaume du Swaziland pour le Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Bien que le Swaziland soit classé parmi les pays à revenu intermédiaire, avec un PIB relativement élevé, à 2 415 USD par habitant, 63% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, et on estime qu'un quart de la population adulte est touchée par le VIH/sida. La situation des habitants les plus vulnérables s'est encore aggravée lors de la récente crise budgétaire, qui s'est répercutée sur l'emploi et les principaux programmes d'action sociale, relatifs notamment aux soins de santé de base et à l'éducation. Si le pays a connu récemment un regain de croissance économique, largement imputable à l'accroissement des recettes enregistrées ces deux dernières années dans le cadre de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), les pauvres n'en ont pas bénéficié, et certains éléments indiquent que les conditions dont le Swaziland jouit actuellement au titre de la SACU pourraient bientôt devenir moins favorables.
2. Au Swaziland, la pauvreté sévit surtout en milieu rural, et varie selon les régions et les zones écologiques. En 2010, c'est la région de Lubombo qui était la plus touchée, avec un taux de pauvreté de 69%, suivie par la région de Shiselweni (68%).
3. Les principaux facteurs contribuant à la pauvreté rurale sont la petite taille des exploitations et la faible productivité des terres, aggravées par de fréquentes sécheresses conduisant à de mauvaises récoltes et à des pertes de bétail. Les habitants sont souvent éloignés des marchés et des sources d'information, et n'ont qu'un accès limité aux emplois non agricoles. Tous ces facteurs sont aggravés par la prévalence très forte du VIH/sida, qui enferme les pauvres dans le piège de la pauvreté sans perspective de sortie. La fréquence des sécheresses, attribuée au changement climatique, a conduit à une baisse de la production alimentaire du Swaziland. Environ un quart de la population est en état d'insécurité alimentaire et dépend d'une assistance, et un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. La pauvreté et l'insécurité alimentaire demeurent très répandues dans les campagnes, en dépit du développement économique du pays. Le taux élevé de pauvreté laisse penser que les politiques et programmes menés par le gouvernement n'ont pas réussi à répondre correctement aux besoins de la population rurale pauvre. L'agriculture paysanne reste le socle des moyens de subsistance en milieu rural, mais elle est souvent exposée à la sécheresse et se caractérise par une faible productivité et l'absence d'accès aux marchés. Les projets du FIDA, à savoir le Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu (LUSIP), le Projet de gestion durable des terres dans le bassin

inférieur de l'Usuthu (LUSLM), et le Programme de finance rurale et de développement des entreprises (RFEDP), démontrent que l'agriculture familiale a le potentiel de: a) couvrir les besoins alimentaires de base; et b) s'insérer dans des filières rémunératrices, pour autant qu'elle dispose de bons intrants, de services et de liens avec le marché dont la mise en place soit rigoureusement orientée vers les pauvres et les citoyens défavorisés.

5. Les projets ci-dessus ont mis en évidence l'importance de l'accès à l'irrigation pour des cultures familiales telles que le maïs, mais plus encore pour des cultures ayant une valeur marchande potentiellement élevée, comme les légumes. Le RFEDP a mis en place une filière pour le miel qui a été adoptée par les grossistes et a pris beaucoup d'importance parmi les agriculteurs dotés de modestes exploitations et de petits troupeaux. L'expérience montre que la productivité de cultures vivrières telles que le maïs peut s'accroître avec l'accès à l'irrigation, aux intrants et à des techniques agricoles améliorées, ce qui permet de renforcer la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages en déficit alimentaire. Les ménages plus avancés, économiquement actifs, ont un solide potentiel de participation à des filières rémunératrices avec leur excédent de production de récoltes à forte valeur marchande comme les légumes, qu'ils sont capables de produire grâce à l'appui de services de développement commercial et de grossistes spécialisés.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Le projet sera mis en œuvre sur une période de six ans dans 25 chefferies des zones d'agriculture pluviale du Middleveld et du Lowveld dans les régions de Lubombo et de Shiselweni. Il vise: i) les petits agriculteurs pauvres qui manquent de nourriture et n'ont que le minimum vital; et ii) ceux qui sont économiquement actifs et en mesure de vendre un excédent de production. Le projet aidera ces paysans à accroître leur productivité agricole et leur production par l'accès à l'irrigation, aux intrants, à la formation et aux services. Les agriculteurs économiquement actifs vendront leur excédent de production à des grossistes afin d'accroître leurs revenus. Dans certaines filières, des emplois seront créés pour les jeunes, par exemple pour gérer les centres de collecte et d'information. Les activités seront adaptées aux capacités des petits paysans, y compris les femmes et les familles touchées par le VIH/sida.

B. Objectif de développement du projet

7. Le projet a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté au niveau national. L'objectif, en termes de développement, consiste à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus des familles de petits paysans grâce à une diversification de la production agricole et à l'établissement de liaisons avec les marchés. À la fin du projet, la pauvreté rurale devrait avoir diminué de 20% dans les chefferies bénéficiaires, et l'insécurité alimentaire, de 50% dans les ménages actuellement en déficit alimentaire. Les trois principaux produits du projet sont les suivants: i) les chefferies du projet adoptent une planification et une prise de décisions efficaces; ii) les sols et les ressources en eau sont gérés de façon durable pour la production agricole familiale induite par le marché dans les chefferies du projet; et iii) les petits agriculteurs, dans les chefferies du projet, fournissent le produit excédentaire de leurs récoltes et du bétail à des partenaires de marché, tandis que les paysans vivant de l'économie de subsistance sont en mesure de produire suffisamment d'aliments nutritifs pour eux-mêmes.

C. Composantes/résultats

8. Le projet aura trois composantes.
9. Composante 1: Planification du développement des chefferies. Dans chaque chefferie, la planification du développement au niveau local sera le point de départ pour définir et orienter les activités de développement vers les ménages ciblés. À

cette fin, un cadre institutionnel d'appui à la prise de décisions par les chefs traditionnels sera (si nécessaire) mis sur pied et renforcé. Les comités de développement communautaire (CDC) recevront une assistance pour traiter les informations concernant la base de ressources de la chefferie, sa population, d'éventuels goulets d'étranglement et opportunités, ainsi que les options et priorités de développement à inclure dans un plan de développement de la chefferie.

10. Composante 2: Infrastructures de conservation des sols et de l'eau. Des investissements dans la conservation des sols et de l'eau au niveau des sous-bassins versants et des exploitations familiales permettront d'exploiter les ressources en eau d'irrigation et de boisson, tant pour la production de subsistance que pour la production agricole induite par le marché. Les infrastructures seront destinées à freiner l'érosion et capter l'eau de façon à améliorer et sauvegarder les terres productives. Les principales interventions auront pour but de prévenir l'ensablement des réservoirs et de tirer parti des eaux de ruissellement au profit de la production agricole. Cette composante consistera à lutter contre l'érosion, à réhabiliter approximativement 18 petits barrages en terre, à en construire approximativement deux nouveaux, et à installer des équipements de collecte de l'eau de pluie.
11. Le processus de planification, conception, construction, exploitation et maintenance des infrastructures ci-dessus associe supervision par le CDC, participation active des producteurs bénéficiant des infrastructures, et services d'ingénierie éprouvés fournis par des organismes spécialisés existants ou recrutés à cette fin. La construction des nouveaux barrages nécessite une planification rigoureuse, avec des évaluations d'impact sur l'environnement et des contrôles portant sur l'ingénierie et le suivi après la mise en service. Les producteurs bénéficiant de ces infrastructures constitueront des groupes d'utilisateurs afin d'exploiter, d'entretenir et de protéger les infrastructures.
12. Composante 3: Production agricole familiale induite par le marché. Le projet aidera les petits agriculteurs à accroître leur production végétale et animale grâce à un accès amélioré à des conseils techniques efficaces, à des techniques agricoles, concernant notamment le traitement et le stockage post-récolte, à des intrants agricoles et à l'irrigation. Il en résultera un relèvement de la productivité, surtout dans le cas des ménages en déficit alimentaire, et les ménages économiquement actifs seront mis en relation avec les marchés, y compris les petits négociants locaux et des grossistes importants comme le Conseil national de commercialisation agricole (NAMBoard) et Eswatini Kitchen, une entreprise privée.
13. Le projet se concentrera sur les produits de base qui répondent aux besoins d'alimentation et de revenus des agriculteurs et sur la capacité productive de la zone du projet. Les produits recensés jusqu'à maintenant sont les produits de l'apiculture, les légumineuses, les légumes, les fruits, et les chèvres et les poulets locaux. En outre, un soutien technique sera fourni pour les principales cultures vivrières comme le maïs et le sorgho, afin d'assurer la sécurité alimentaire des ménages.
14. La principale méthode de développement des filières consiste à mettre sur pied des plateformes d'innovation, où les représentants des grossistes, des acheteurs, des services de vulgarisation, des services de développement commercial, des services de finance rurale et des petits agriculteurs définiront ensemble les besoins d'amélioration et d'innovation. Les mesures à prendre concernent la fourniture d'informations sur les marchés, l'estimation de la demande, l'approvisionnement auprès de nouveaux marchés intérieurs et extérieurs, l'élaboration d'un plan d'activité, les services financiers, l'établissement de liaisons entre les grossistes ou acheteurs et les producteurs, et les services de vulgarisation. Ces activités visent à établir des chaînes de valeur favorables aux pauvres en utilisant la demande

actuelle non satisfaite sur le marché comme point d'entrée pour le développement agricole; elles contribueront à adapter les pratiques agricoles en fonction des caractéristiques de cette demande – en termes de quantité, de qualité et de délais –, ce qui, à terme, relèvera les revenus et accroîtra la disponibilité de nourriture pour les ménages ruraux pauvres.

III. Exécution du projet

A. Approche

15. Le Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché, d'une durée de six ans, repose sur l'existence de marchés confirmés pour encourager la production agricole familiale à des fins de nutrition des ménages et de vente des excédents commercialisables. Ces deux domaines d'intervention suivent une approche claire de développement des filières, qui inclut tous les acteurs, depuis les producteurs jusqu'aux responsables de la transformation, des services et de la commercialisation.
16. La planification du développement des chefferies est le point de départ de la participation des ménages en déficit alimentaire et des ménages économiquement actifs. Les investissements dans la conservation des sols et de l'eau sont l'étape suivante vers l'accroissement de la productivité des petites exploitations et la préservation à long terme d'une base de ressources naturelles aux fins d'une production agricole induite par le marché. La participation de grossistes comme le NAMBoard et Eswatini Kitchen sera le moteur essentiel pour les petits agriculteurs, car ces acteurs apporteront aussi les services techniques essentiels pour l'amélioration de la production et de la commercialisation agricoles. Des prestataires de services aux entreprises, comme Technoserve, apporteront le savoir-faire technique et commercial nécessaire aux producteurs comme aux grossistes, par exemple pour l'établissement d'un plan d'activité et l'accès aux financements. La démarche du projet s'appuie sur des politiques, approches et demandes de marché existantes, et offre l'occasion de les appliquer à plus grande échelle tout en conservant l'orientation sur les zones rurales pauvres.
17. Le choix d'un développement induit par le marché s'inspire de projets antérieurs, notamment le RFEDP, le LUSIP et le LUSLM, qui ont obtenu de bons résultats dans la promotion de la production agricole familiale. L'appui apporté sous forme de vulgarisation agricole pour améliorer la gestion des cultures et du bétail et pour mieux capter l'humidité du sol et les eaux de pluie s'est ainsi traduit par une augmentation des volumes de produits agricoles récoltés. Les produits excédentaires sont toutefois absorbés localement, n'atteignent pratiquement jamais les marchés nationaux et ne sont pas vendus aux prix en vigueur sur ces marchés. Bien que les petits producteurs aient clairement un potentiel de production, les grossistes nationaux ne sont pas en mesure de couvrir leurs marchés, ou alors ils répondent à la demande de producteurs situés ailleurs. La demande actuelle de produits agricoles au Swaziland n'est pas reliée au potentiel agricole des petits exploitants.

B. Cadre organisationnel

18. C'est le Ministère de l'agriculture qui sera responsable du projet et délèguera la mise en œuvre quotidienne au Swaziland Water and Agriculture Development Enterprise (SWADE), organisme parapublic ayant une expérience avérée de la gestion et de l'exécution de projets similaires. Au départ, pour faciliter le démarrage du projet, la SWADE sera soutenue et renforcée par une assistance technique à court terme sur les questions de gestion financière et de suivi. La SWADE mettra sur pied une unité d'exécution du projet (UEP), qui travaillera sous la supervision du Ministère de l'agriculture, avec l'aide d'un comité de pilotage du projet (CPP) et de deux comités techniques. Le CPP fournira des avis stratégiques sur la mise en œuvre du projet; il examinera et approuvera le plan de travail et

budget annuel (PTBA) axé sur les résultats, le plan de passation des marchés, et les rapports d'avancement financier et technique. Il sera présidé par le Secrétaire principal du Ministère de l'agriculture et composé de représentants à haut niveau des Ministères des ressources naturelles et de l'énergie, de la planification économique et du développement, et des finances. Le NAMBoard, l'Autorité du Swaziland pour l'environnement et d'autres parties prenantes importantes pourraient participer également au CPP.

19. Les comités techniques guideront l'UEP en fournissant des conseils techniques sur les plans de développement des chefferies (PDC) et les infrastructures, ainsi que sur les infrastructures de production induite par le marché. Au sein des deux comités seront représentés les ministères concernés, les organismes techniques et le secteur privé. Des accords de service seront signés avec les partenaires du projet. Les grossistes déjà identifiés sont notamment le NAMBoard et Eswatini Kitchen.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. Planification. Les principaux outils de planification du projet comprennent le cadre logique, le cadre de suivi-évaluation (S&E) ainsi que ses indicateurs et objectifs, et le PTBA axé sur les résultats. Le cadre logique contient les objectifs généraux de la mise en œuvre du projet au niveau des produits, des résultats, des objectifs de développement et de l'impact. Le PTBA axé sur les résultats ventile ces objectifs par année et leur attribue des ressources financières par bailleur de fonds.
21. Chaque année, tous les partenaires de projets prépareront un PTBA axé sur les résultats pour le projet, documents qui seront compilés par l'UEP. Les lignes directrices et les modèles de documents figurant dans le manuel d'exécution du projet faciliteront le processus de planification et de compte rendu. Le PTBA axé sur les résultats sera mis au point dans le cadre d'un processus participatif fondé sur les PDC (voir composante 1). Il intégrera les données provenant des systèmes de S&E de l'UEP et des partenaires de projets, ainsi que les recommandations formulées par les missions de supervision et d'appui à l'exécution du FIDA. Le CPP approuvera le projet de PTBA consolidé, qui sera ensuite soumis, pour agrément, au gouvernement et au FIDA.
22. Suivi-évaluation. Le projet assurera un suivi régulier de ses activités, produits et résultats. Des enquêtes régulières sur les résultats fourniront des informations sur les avancées obtenues au niveau des ménages, ainsi que sur les changements et les incidences résultant des activités du projet. Le profil socioéconomique des chefferies servira de base pour suivre et évaluer les progrès et pour cibler les activités de développement, de même que l'examen périodique des accords passés entre les partenaires de marché sur les plateformes d'innovation. Le S&E du projet sera fondé sur le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, complété par des indicateurs et des enquêtes en tant que de besoin.
23. Le projet réalisera des études de référence en utilisant l'approche du SYGRI et l'outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté. Outre la collecte standard de données désagrégées sur le sexe et l'âge, les enquêtes de référence et de suivi feront appel à l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, qui mesure, au niveau du ménage, l'autonomie des femmes par rapport à celle des hommes. Par ailleurs, le projet figure parmi les candidats possibles pour une étude du FIDA sur l'évaluation de l'impact.
24. Apprentissage et gestion des savoirs. L'apprentissage et le partage des savoirs reposeront fermement sur le système de S&E du projet. L'UEP publiera un rapport d'avancement trimestriel, qui sera examiné par le CPP et les comités techniques. Outre les rapports sur le projet, des ateliers sur les politiques et de courtes publications porteront sur les principaux enseignements tirés et seront diffusés afin

d'informer le public et de déclencher des commentaires en retour au niveau national et régional.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

25. **Gestion financière.** Le système de gestion financière du projet sera conforme aux procédures et règlements financiers du Swaziland et du FIDA. Aux termes de ces procédures, le projet adoptera un système approprié de gestion financière, comprenant une planification financière reposant sur le PTBA, une comptabilité et des comptes rendus financiers, la gestion des flux de fonds, la passation des marchés et l'audit. Le projet fera en sorte que des capacités suffisantes, en termes de ressources humaines et de matériel, soient disponibles. L'équipe de gestion financière de l'UEP installera et tiendra à jour une comptabilité appropriée, avec livres de comptes et registres des actifs et des contrats. Le plan comptable sera fondé sur les codes comptables de l'État afin d'assurer la pleine conformité avec le système national, et répondra en outre aux exigences du FIDA pour la ventilation des coûts par bailleur de fonds, catégorie de dépenses et composante du projet. Les visites échangées entre les agents de gestion financière des pays de la région ont donné de bons résultats, encourageant l'adaptation des bonnes pratiques de gestion financière. Les états et rapports financiers seront préparés à la fin de chaque trimestre et soumis à la supervision du directeur du projet. Ces rapports seront compilés et présentés sous forme de rapports semestriels sur l'avancement matériel et financier du projet. La SWADE tient une comptabilité d'exercice conforme aux Normes internationales d'information financière, et les audits sont menés conformément aux Normes comptables internationales, qu'applique aussi le FIDA. Des cabinets d'audit privé de bonne réputation ont, par le passé, émis des opinions d'audit sans réserve dans les trois domaines intéressant le FIDA: états financiers, demandes de retrait et compte désigné.
26. **Flux de fonds.** Les fonds du FIDA et d'éventuels fonds de cofinancement seront décaissés en faveur du projet par l'intermédiaire du Ministère des finances sur un compte désigné, ouvert auprès de la Banque centrale du Swaziland. Ces comptes seront gérés par le représentant agréé du Ministère des finances. Des comptes opérationnels séparés en monnaie locale seront ouverts par le projet pour chaque source de financement, y compris les fonds de contrepartie du gouvernement. Le règlement de dépenses en espèces sera conforme au PTBA approuvé.
27. **Passation des marchés.** Tous les marchés de biens, de travaux et de services financés au titre du projet seront passés conformément aux prévisions approuvées pour le projet et à la réglementation nationale en la matière, sous réserve de leur compatibilité avec les Directives pour la passation des marchés du FIDA de 2010. Le cadre juridique régissant les marchés publics tient compte des dispositions du FIDA en cas de conflit.
28. **Gouvernance.** Un cadre amélioré pour la bonne gouvernance a été mis au point pour le projet de façon à assurer: i) la transparence; ii) l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources; et iii) la participation, afin que la population puisse faire entendre sa voix au sujet des décisions susceptibles de la concerner. Les principales caractéristiques de ce cadre général sont: i) le ciblage inclusif des femmes et des ménages défavorisés; ii) la participation des représentants communautaires à la planification locale; iii) le suivi communautaire et participatif des activités du projet, incluant un mécanisme de recours; iv) un audit interne et externe des comptes du projet; v) la supervision et l'appui fournis par le FIDA; vi) des enquêtes régulières sur les résultats, en vue de recueillir des informations sur la couverture et la qualité des produits du projet; vii) la remise de comptes rendus sur les résultats au CPP, au FIDA et aux administrations nationales, avec publication des informations clés sur le site web du projet; et viii) un mécanisme de recours et de compensation. Ce cadre favorisera la transparence dans l'utilisation des fonds et permettra de prévenir toute utilisation frauduleuse des fonds du projet.

E. Supervision

29. Le FIDA supervisera directement le projet, et notamment les points suivants: i) les aspects fiduciaires; ii) les réalisations et la qualité de l'exécution du projet; et iii) l'appui à l'exécution. La supervision directe sera un processus continu exigeant une communication et une collaboration permanentes avec le gouvernement plus précisément le Ministère de l'agriculture et le Ministère des finances, l'UEP, les partenaires de projets et le groupe cible. Les outils permettant de guider et d'améliorer la mise en œuvre du projet comprendront une concertation permanente avec le gouvernement, l'ajustement des PTBA, la révision des manuels d'exécution, des missions de supervision et d'examen à mi-parcours, ainsi que des amendements apportés aux accords juridiques en tant que de besoin.
30. Pendant la phase de démarrage, la supervision consistera avant tout à veiller à ce que des dispositions institutionnelles soient en place pour appuyer l'exécution du projet. Le FIDA organisera une série d'ateliers et de sessions de formation afin de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes, des prestataires de services et des bénéficiaires potentiels aux objectifs du projet ainsi qu'à leurs propres rôles et responsabilités. Au démarrage du projet, des sessions de formation ciblée viseront à renforcer les capacités techniques et à assurer la bonne qualité de l'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

31. Coûts d'investissement et de fonctionnement du projet. Le total de ces coûts, sur les six années du projet, est estimé à 21,1 millions d'USD, soit 244,1 millions d'emalangenzi swazi (SZL). Cette estimation repose sur les paramètres suivants: i) une durée de six ans; ii) une inflation de 6% pendant la durée du projet et de 3% par an pendant six ans pour l'inflation importée, selon les estimations du Fonds monétaire international; iii) un taux de change calculé à parité de pouvoir d'achat constante sur une base de 10,6 SZL pour 1 USD; iv) le règlement ou l'exonération par le gouvernement de tous les impôts et taxes sur les biens, travaux et services achetés dans le cadre du projet. Les impôts ont été estimés sur la base des informations fournies par l'administration fiscale du Swaziland, incluant les droits et la taxe sur la valeur ajoutée; v) les coûts de base sont les coûts réels aux prix de juillet 2014; et vi) les imprévus techniques sont estimés à 5% des travaux de génie civil. Les provisions pour hausse de prix sont fondées sur l'inflation locale et importée. Le tableau ci-dessous résume les estimations de coût par composante.

Tableau 1

Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA	Don du FIDA	Secteur privé	Gouvernement du Swaziland	Financement à déterminer	Total
1. Planification du développement des chefferies	700	200	-	600	800	2 300
2. Infrastructures de conservation des sols et de l'eau	2 200	-	-	1 200	3 000	6 400
3. Production agricole familiale induite par le marché	5 600	100	600	2 900	-	9 200
4. Gestion du projet	1 100	200	-	1 900	-	3 200
Total	9 600	500	600	6 600	3 800	21 100

B. Financement du projet

32. Le prêt sera consenti aux conditions et modalités ordinaires du FIDA pour une durée de 18 ans, avec trois ans de différé d'amortissement. Le FIDA fournira un don équivalant à 500 000 USD afin d'améliorer les capacités du projet au démarrage, notamment pour concevoir les études de référence et d'impact et pour établir le cadre de S&E global du projet et le système d'information financière.
33. Le projet sera financé par le FIDA, le secteur privé, le gouvernement et des bailleurs de fonds non encore identifiés. Le financement du FIDA prendra la forme d'un prêt, d'un montant équivalant à 9,6 millions d'USD, et d'un don, d'un montant équivalant à 0,5 million d'USD, soit une contribution totale du FIDA de 10,1 millions d'USD. La contribution du gouvernement s'élèvera à 6,6 millions d'USD et celle du secteur privé est estimée à 0,6 million d'USD. Le déficit de financement, de 3,8 millions d'USD, devrait être couvert par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ou un autre bailleur de fonds restant à identifier.

Tableau 2

Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Gouvernement		Financement à déterminer		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Consultants ^a	4 800	71,4	500	8,1	200	3,6	200	3,3	400	6,5	6 100	29,1
2. Équipement et matériel	1 200	65,5	-	-	-	-	200	14,0	400	20,5	1 800	8,6
3. Biens, services et intrants ^b	1 200	86,2	-	-	-	-	200	14,3	-	-	1 400	6,6
4. Travaux	1 300	26,2	-	-	-	-	700	14,0	3 000	60,4	5 000	23,6
5. Dépenses de fonctionnement	1 100	86,2	-	-	-	-	200	13,8	-	-	1 300	6,2
6. Salaires et indemnités	-	-	-	-	400	6,3	5 100	93,7	-	-	5 500	25,9
Total	9 600	45,6	500	2,4	600	2,7	6 600	31,5	3 800	17,8	21 100	100,0

^a Y compris les études, l'assistance technique et la formation.

^b Y compris les véhicules.

C. Résumé des avantages et analyse économique

34. Le taux de rentabilité économique interne global du projet est estimé à 23% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette des flux d'avantages du projet, actualisée au taux de 5% sur la base du taux d'intérêt ou d'escompte de référence de la Banque centrale du Swaziland, s'élève à 259,9 millions de SZL (24,8 millions d'USD). Selon les analyses, le projet devrait apporter, en termes nets, de considérables avantages supplémentaires aux agriculteurs et aux entrepreneurs ruraux de la zone du projet.
35. On estime que 55 250 ménages bénéficieront directement du projet; sur ce total, environ 70%, soit 40 000 ménages, sont classés comme pauvres. On estime que 30% du groupe cible s'engagera pleinement dans les interventions du projet en rapport avec les filières, ce qui conduira à un accroissement substantiel des revenus et de la disponibilité d'aliments nutritifs.
36. Ces avantages découleront des éléments suivants: i) une planification et une exécution efficaces des activités de développement en faveur des pauvres au niveau des chefferies; ii) un accès amélioré et durable à l'eau d'irrigation et de boisson; iii) une productivité accrue de l'élevage, de l'agriculture et de l'horticulture; et iv) un accès durable aux marchés, aux services (vulgarisation, finance) et aux intrants.

D. Durabilité

37. La viabilité à long terme du projet sera favorisée par un étroit alignement sur le cadre des politiques publiques et de planification du Swaziland. Le projet contribuera à répondre à des besoins émergents, notamment en relevant la productivité agricole et en acheminant des produits nationaux sur les marchés de consommation. Les PDC devraient devenir un outil plus simple, facile à appliquer et répondant pleinement aux besoins de la population. De plus, ils renforceront la transparence dans la prise de décisions et le financement des activités de développement au niveau communautaire. L'adoption de mesures de conservation des sols et de l'eau protégera les ressources clés des petits agriculteurs contre la dégradation, ce qui améliorera la productivité. C'est principalement par une gestion efficiente des savoirs que les approches réussies seront recensées et largement diffusées. Le Ministère de l'agriculture fera en sorte que les services de vulgarisation soient mieux équipés et régulièrement formés pour desservir les chefferies. Il est probable que des grossistes tels que le NAMBoard continueront à investir dans l'agriculture familiale, pour autant que le projet réussisse à mettre sur pied des filières. Les autres grossistes seront ainsi encouragés à prendre des dispositions similaires pour se procurer des produits agricoles auprès des petits exploitants. En mettant l'accent sur des produits déjà cultivés et à haute valeur nutritionnelle, le projet générera des avantages à long terme pour la santé de la population rurale.

E. Identification et atténuation des risques

38. Les principaux risques au titre de l'exécution du projet sont les suivants:
- i) Lenteur du démarrage. Des capacités institutionnelles limitées pourraient réduire la probabilité que le projet atteigne ses objectifs. Ce risque est atténué par la préparation, pendant la phase de conception du projet, d'un plan préliminaire d'exécution du projet et d'un manuel de gestion financière. Le gouvernement finalisera les manuels du projet avant le démarrage. Le FIDA financera le démarrage à hauteur de 500 000 USD environ afin de renforcer les capacités techniques de gestion du projet, notamment pour ce qui concerne les études de référence, le S&E et la gestion financière.
 - ii) Non-disponibilité de financement pour le projet. Il en résulterait une réduction du nombre de zones concernées par le projet, de 25 à 20 environ. Le FIDA et le gouvernement étudient les possibilités de mobiliser des fonds supplémentaires par le biais d'une réaffectation des fonds du SAFF, ainsi que par le biais d'un cofinancement du FEM dans le cadre de FEM-6. Si les deux possibilités de financement viennent à se concrétiser, les fonds du FEM seront utilisés pour multiplier les activités complémentaires et/ou reproduire les activités du projet à plus grande échelle dans le pays. Le projet, compte tenu de l'accent mis sur la gestion durable des terres et de sa conception adaptée au climat, serait un projet idéal pour un don au titre de FEM-6.
 - iii) Risques fiduciaires. Le risque fiduciaire inhérent au Swaziland est d'intensité moyenne, d'après les notes attribuées par Transparency International et par l'évaluation de la performance du secteur rural. La SWADE dispose d'ores et déjà d'outils efficaces de gestion financière et de solides capacités dans de nombreux domaines. Les problèmes rencontrés par le passé concernent l'application et la mise en œuvre du cadre de contrôle: rapports financiers, processus budgétaire, dotation en personnel, mélange des fonds externes et du gouvernement, et absence de prise en compte des conclusions des rapports d'audit interne. Une étroite collaboration a été nécessaire lors du précédent projet financé par le FIDA pour obtenir des résultats acceptables en matière de gestion financière. Par conséquent, le risque fiduciaire initial afférent au projet est jugé élevé au stade de la conception, mais il sera atténué par une assistance technique et l'application

des enseignements tirés, à commencer par l'intégration de mécanismes de contrôle interne dans l'accord de financement. Ce risque devrait ainsi diminuer pour s'établir à un niveau moyen pendant la première année d'exécution. Le Ministère des finances dispose d'un important rôle de surveillance de la gestion des fonds externes, et il participe au CPP. Durant la phase de conception, un manuel de gestion financière a été rédigé pour que l'UEP assure une gestion appropriée des aspects fiduciaires du projet. Le FIDA exercera une surveillance étroite par le biais de sa supervision et de son appui à l'exécution.

- iv) Fiabilité de la demande existante sur le marché. Des études approfondies ont été menées sur ce sujet pendant la conception du projet. La participation du NAMBoard à plusieurs filières de marché avec les petits agriculteurs laisse espérer un degré correct de stabilité. Eswatini Kitchen est, lui aussi, un partenaire dont la fiabilité est confirmée. La demande existante sur le marché peut aussi évoluer en rapport avec la production en Afrique du Sud et des modifications de la demande mondiale. L'élaboration d'un système d'information sur les marchés, prévue par le projet, atténuera ce risque grâce à une communication précoce, permettant d'adopter des mesures d'atténuation en cas de baisse de la demande.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

- 39. La conception du projet est dans le droit fil des politiques et stratégies applicables du FIDA. Une stratégie d'intégration de la problématique hommes-femmes ainsi que des mécanismes de ciblage ont été incorporés à la conception du projet, conformément à la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et à la politique en matière de ciblage. La Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière a contribué à la construction de l'approche du projet pour ce qui est des questions de sécurité foncière dans un contexte régi par les autorités traditionnelles. Les incidences potentiellement négatives sur l'environnement ont été analysées, et des mesures d'atténuation sont prévues, conformément à la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA.

B. Alignement et harmonisation

- 40. Le programme sera harmonisé avec la stratégie et le plan d'action du gouvernement pour la réduction de la pauvreté, avec le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, ainsi qu'avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement; en outre, il viendra compléter le programme de développement agricole du Swaziland, cofinancé par l'Union européenne (UE) et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dont il tirera des enseignements et prolongera les initiatives positives. Le projet créera un espace d'apprentissage entre projets similaires, comme le projet d'appui à l'horticulture et aux cultures à forte valeur marchande, financé par l'UE et le Fonds européen de développement, qui vient de démarrer.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

- 41. Le projet s'appuie sur l'expérience et les enseignements tirés de projets précédents, et vise à reproduire, à l'échelle la plus grande possible, des pratiques ayant obtenu de bons résultats tant en termes d'inclusion directe des ménages ruraux pauvres que d'influence sur les politiques publiques. Le projet applique le concept de boucle d'apprentissage interne, selon lequel les interventions démarrent à petite échelle, puis voient leur efficacité évaluée avant d'être ajustées pour être reproduites à plus grande échelle. C'est particulièrement le cas des résultats et des enseignements tirés de l'innovation dans les liaisons avec les marchés, par le biais des plateformes d'innovation établies par le NAMBoard, Business Development Services et des

acheteurs tels qu'Eswatini Kitchen. Une fois que ces approches auront été testées et ajustées, le projet pourra déployer les innovations sur l'ensemble de la zone du projet.

D. Participation à l'élaboration des politiques

42. Le projet informera les décideurs politiques sur trois aspects clés de l'action publique: i) efficience des processus locaux de planification du développement, avec la simplification des PDC; ii) gestion de l'irrigation à petite échelle par les utilisateurs finaux; et iii) mise en œuvre de la nouvelle loi foncière. Le projet est bien placé pour établir un dialogue avec les responsables politiques et d'autres parties prenantes, car il peut se faire l'écho des besoins des petits exploitants, faire entendre la voix des représentants des agriculteurs et du secteur privé, et produire des évaluations quantitatives et qualitatives pour alimenter les débats sur les mesures à prendre.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

43. Un accord de financement entre le Royaume du Swaziland et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
44. Le Royaume du Swaziland est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
45. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Swaziland un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à huit millions cinq cent cinquante mille euros (8 550 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Swaziland un don d'un montant à trois cent soixante mille droits de tirage spéciaux (360 000 DTS) d'un montant équivalant approximativement à cinq cent mille USD (500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Smallholder Market-Led Project"

(Negotiations concluded on 10 March 2015)

IFAD Loan Number:

IFAD Grant Number:

Project Title: Smallholder Market-Led Project (the "Project")

The Kingdom of Swaziland (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

WHEREAS IFAD has agreed to extend a loan and a grant to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Smallholder Market-Led Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (hereinafter referred to as "the Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the IFAD Loan is eight million, five hundred fifty thousand Euro (EUR 8 550 000).
- B. The amount of the IFAD Grant is three hundred and sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 360 000).

2. The IFAD Loan is granted on ordinary terms and shall have a rate of interest per annum equivalent to one hundred per cent of the variable reference interest rate, as determined annually by the IFAD Executive Board, and shall have a maturity period of 18 years including a grace period of three (3) years.
3. The Loan Service Payment Currency shall be EUR.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Payments of principal and interest of the IFAD loan shall be payable on each 1 June and 1 December.
6. There shall be one Designated Account, denominated in Euro to receive Loan funds and another Designated Account, denominated in USD to receive Grant funds. The accounts shall be for the benefit of the Ministry of Agriculture (MoA) and held in the Central Bank of Swaziland.
7. There shall be a separate Project account, for IFAD provided funds, in local currency for the benefit of MoA in a bank acceptable to the Fund.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of six million, six hundred thousand United States Dollars (USD 6 600 000). A separate Project bank account shall be opened for these counterpart funds.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the MoA.
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - A. Swaziland Water and Agriculture Development Enterprise (SWADE);
 - B. Swaziland National Agricultural Marketing Board (NAMBOARD);
 - C. Eswatini Kitchen; and
 - D. Technoserve.
3. The Parties have identified Eswatini Kitchen and Technoserve as unique service providers for the purpose of the implementation of Project activities under Component 3.
4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) Key Project Staff are appointed, transferred or removed from the Project without the prior concurrence of the Fund;
 - (b) The Project is unable to provide financial reports by expense category, Project component and financier (including counterpart funding) on a timely basis;

- (c) Failure to act upon critical SWADE internal audit recommendations pertaining to the Project; and
 - (d) The Project Implementation Manual (PIM) referred to under paragraph 6, Section II, Schedule I hereof, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:
- (a) The Borrower/Recipient has established within SWADE a Project Implementation Unit (PIU) in accordance with paragraph 4, Section II, Schedule I to this Agreement;
 - (b) The Borrower/Recipient has established a Project Steering Committee (PSC), as referred to under paragraph 2, Section II, Schedule I to this Agreement;
 - (c) An off-the-shelf accounting software has been duly implemented in accordance with a comprehensive chart of accounts satisfactory to the Fund;
 - (d) The service agreement entered into between the PIU and the NAMBOARD shall have entered into force; and
 - (e) The Borrower/Recipient has prepared a draft PIM in form and substance satisfactory to the Fund.
3. The following is designated as a specific condition precedent to first replenishment by the Fund of the advance to the Designated Account: SWADE shall have adopted a Code of Conduct acceptable to the Fund.
4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient

Minister of Finance
Ministry of Finance
P.O. Box 443
Mbabane
Swaziland

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Borrower/Recipient and three (3) for the Fund.

KINGDOM OF SWAZILAND

Authorized Representative
Title

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project will target poor, smallholder farmers that are (i) food deficient living at a subsistence level and (ii) economically active and are able to sell surplus production. The farmers will be assisted to increase productivity and production of their farms through access to irrigation, inputs, training and access to services. Economically active farmers will sell surplus production to wholesalers to increase income. Along selected value chains, employment opportunities will be created for the youth, for example in managing collection and information centres. The activities are tailored to the capacities of the smallholders including women and families that are affected by HIV/AIDS. The target population lives in approximately 25 rain-fed Middle-and Lowveld chiefdoms in the Shiselweni and Lubombo Region.

2. Goal. The Project's goal is to reduce poverty and contribute to national rural poverty reduction.

3. Objectives. The development objective is to enhance food and nutrition security and incomes among smallholder producer families through diversified agricultural production and market linkages.

4. Components. The Project shall consist of the following Components:

Component 1: Chiefdom development planning. In each Project supported chiefdom, community-based development planning will be the starting point to identify and direct development activities to the targeted households. To this end, an institutional framework supporting decision-making by the traditional leadership will (where needed) be established and strengthened. Community development committees (CDCs) will be assisted to process information on the chiefdom's resource base, on its population, on bottlenecks and opportunities and on development options and priorities into a chiefdom development plan.

Component 2: Infrastructure for soil and water conservation. Investments in soil and water conservation at sub-catchment and homestead-levels will help harness irrigation and drinking water resources for both, enhanced subsistence and market-led agricultural production. The infrastructure will be designed for erosion control and water catchment to improve and safeguard productive land. The main interventions will focus on preventing the silting-up of the water reservoirs and by harnessing run-off for agricultural production. This component will comprise erosion control, the rehabilitation of approximately 18 existing and the construction of approximately two (2) new small earth dams and the installation of rainwater harvesting equipment.

Component 3: Market-led smallholder agriculture. The Project will support smallholder farmers to enhance their crop and livestock production through improved access to efficient technical advice, agricultural technology including post-harvest processing and storage, farm inputs and irrigation. In addition to reaching higher productivity especially for the food deficient farm households, economically active households will be linked to markets, including small local traders and larger wholesalers like the NAMBOARD and Eswatini Kitchen, a private company.

II. Implementation Arrangements

1. Lead Project Agency

1.1 The MoA will be the Lead Ministry for the Project and it shall delegate Project implementation and coordination to the PIU. To this end, the MoA will (i) assign a senior staff to coordinate Project preparation and start-up activities on behalf of the Ministry; and (ii) will convene a quarterly PSC and technical committees for exercising oversight throughout the implementation period.

1.2 The Ministry of Finance (MoF) will be responsible for the flow of IFAD, other co-financing and counterpart funds to the Project in line with national regulations.

2. Project Steering Committee

2.1 Establishment and Composition. The MoA will establish a Project Steering Committee (PSC) with structure, functions and responsibilities in accordance with the PIM and acceptable to the Fund. The PSC will be chaired by a senior official of the MoA and will comprise representatives that may include: Ministry of Natural Resources and Energy, Ministry of Economic Planning and Development and MoF, NAMBOARD, the Swaziland Environment Authority, the Chief Executive Officer of SWADE, the Swaziland National Trust Commission and Ministry of Tourism and Environmental Affairs. The PSC shall meet at least once a year and as often as required and the National Project Director shall act as the meeting's secretary, and shall ensure that adequate documents and proposals are prepared ahead of each PSC meeting.

2.2 Responsibilities. The PSC is responsible for Project oversight and to ensure alignment of the Project to ongoing programmes and activities, as detailed in the PIM, including (i) provide strategic guidance to the Project management; (ii) approve the Annual Work Plan and Budget and Procurement Plan, financial and technical progress reports; and (iii) initiate follow-up actions on lessons and findings from the Project.

3. Technical Committee

3.1 Establishment and Compositions. The Borrower/Recipient shall establish two technical Committees, one for Chiefdom Development Plans and infrastructure (TCCDP), and another for Market-led Agriculture (TCMLA), both with structure, functions and responsibilities in accordance with the PIM and acceptable to the Fund. The TCCDP will be chaired by the MoA and may comprise senior representatives of the Ministry of Tinkhundla, the Swaziland Environmental Agency, SWADE, relevant divisions of MOA, and the PIU, who acts as secretary to the Committee.

3.2 The TCMLA will be chaired by NAMBOARD and may comprise senior representatives from the business development service providers like TechnoServe, relevant divisions of MoA, Eswatini Kitchen, SWADE, Micro Finance Unit, Swaziland National Agricultural Union, and the PIU who acts as secretary to the Committee.

3.3 Responsibilities. Both Technical Committees will provide technical guidance and oversight to the Project. They will report regularly to the PSC and advise the PIU and they shall endeavour to meet at least once every three months.

4. Project Implementation Unit

4.1 Establishment and Composition. The PIU shall be established within SWADE, with structure, functions and responsibilities acceptable to the Fund and in accordance with the PIM. Qualified staff including, inter alia, a National Project Director, a Project Finance Manager, a Procurement Officer, a Planning, Monitoring and Evaluation Officer and a Subject Matter Specialist for each of the Project Components 1-3 (collectively "Key Project Staff") shall be selected according to the Borrower/Recipient's applicable procedures acceptable to the Fund and hiring and termination of the contracts shall be subject to the Fund's no-objection. The PIU will set up an office in the Project area in or near to a Rural Development Area at a central location.

4.2 Responsibilities. The PIU is responsible for overall Project implementation and coordination, including, inter alia: (i) preparation of the Annual Work Plan and Budget (AWPB); (ii) financial management; (iii) procurement; (iv) project monitoring and evaluation; (v) knowledge management; (vi) preparation and consolidation of Statement of Expenditures, financial statements and withdrawal application; (vii) Project reporting; and (viii) of coordination of all Project implementing partners.

5. Project Assignment letters and Service Agreements

5.1 In order to facilitate Project implementation, MoA will issue an assignment letter to SWADE to establish the PIU and undertake specific responsibilities for Project implementation in form and substance acceptable to the Fund. The PIU will enter into service agreements with NAMBOARD, Eswatini Kitchen and Technoserve and other service providers for specific project activities and in form and substance acceptable to the Fund. NAMBOARD, a specialised parastatal agency dedicated to improve farmers' access to markets, will engage to provide guidance to market linkage activities for the project target group. The Project will invest in marketing infrastructure and capacity development. NAMBOARD will, in return dedicate capacity to the Project area and to value chains to be developed therein. The continuation of each of the service agreements will be subject to regular review and satisfactory performance.

5.2 The PIU will enlist other professional services for planning, design and supervision of infrastructural works and will engage experienced contractors for the technical implementation. Contracts and procurement will adhere to international engineering procurement standards.

6. Project Implementation Manual

6.1 The Project shall be implemented in accordance with the approved AWPB and Procurement Plan and the PIM, the terms of which shall be adopted by the Lead Project Agency subject to the Fund's prior approval. The PIM shall include, among other things: (i) terms of reference, implementation responsibilities and appointment modalities of all Project staff and consultants; (ii) Project operating manuals and procedures; (iii) monitoring and evaluation systems and procedures; (iv) a detailed description of implementation arrangements for each Project component; (v) modalities for the selection of service provider(s) and Project Parties to be based on transparent and competitive processes; and (vi) financial management and reporting arrangements including accounting, approval of payments, financial reporting, internal controls, fixed asset management, as well as internal and external audit arrangements.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Financing. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category.

Category		Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)
I	Consultancies	3 850 000	360 000
II	Equipment and materials	950 000	-
III	Goods, Services and Inputs	940 000	-
IV	Works	1050 000	-
V	Operating costs	910 000	-
	Unallocated costs	850 000	-
	TOTAL	8 550 000	360 000

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Consultancies" includes Studies, Technical Assistance and Training; and
- (ii) "Goods, Services and Inputs" includes vehicles.

(c) The percentage of expenditures for items to be financed in each Category shall be 100% net of taxes, contributions of government and beneficiaries.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of EUR 400 000.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. Gender, Youth and HIV/AIDS. The Borrower/Recipient shall ensure that women and youth are given equal opportunities to be represented in the organization and management of the Project. The Borrower/Recipient shall also ensure that women, youth, and beneficiaries affected by HIV/AIDS shall be represented in all Project activities and that they receive appropriate benefits from the Project outputs.
2. Operation and Maintenance. The Borrower/Recipient shall ensure that adequate human and financial resources are provided to support the operation and maintenance of Project-financed investments and the recurrent costs of the Project operations both during and after the Project Implementation Period, at least for the useful life of such investments.
3. Counterpart Funds. The Borrower/Recipient shall ensure that counterpart funds are clearly identifiable in the financial management system and in all financial statements and that said funds are made timely available in the relevant Project account.
4. Land rights. The Borrower/Recipient shall ensure that smallholder farmers have full access to improved, irrigated Swazi Nation Land for sustainable crop and livestock production as per approved Chiefdom Development Plans.

Logical framework (excerpt)

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
Contribution to the national goal of reduced rural poverty (SNAIP, 2014)	<ul style="list-style-type: none"> 20% reduction in number of households below national poverty line in the Project chiefdoms 10% reduction in child malnutrition (RIMS level III) 4000 households with a 20% improvement in household assets ownership index (RIMS Level III) 	<ul style="list-style-type: none"> Project baseline survey and follow-up surveys Periodic reports Swaziland Statistical Office Health clinic data recording RIMS survey data RCT outcomes 	
Project Development Objective:			
Smallholder producer households in the Project chiefdoms enhance food and nutrition security and incomes from diversified agricultural production and market-linkages	<ul style="list-style-type: none"> 5500 households with increased incomes by 15% or more above baseline (by wealth category, male/female headed, youth headed HH) 50% reduction in households classified as food deficit (above baseline) 9,900 direct project beneficiaries 	<ul style="list-style-type: none"> Project baseline survey and surveys Mid-term and end of Project evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> (A) Demand for food does not outstrip production of a marketable surplus (A) economic and fiscal policies remain favourable to small producers (A) No major natural disaster affects the Project Area (A) Additional funds / co-funding for expansion of the Project to new chiefdoms in rain-fed areas available
Outcome 1: Effective planning and decision-making by the Project chiefdoms	<ul style="list-style-type: none"> 25 CDPs having a completion rate of 50% or more 25 effective advisory services programmes coordinated with CDC approach 	<ul style="list-style-type: none"> Project monitoring reports Data on participation and perception Meeting minutes and records Chiefdom records Letters of Consent 	<ul style="list-style-type: none"> (A) CDPs are endorsed by chiefs, communities and national government

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>Outcome 2:</p> <p>Soil and water resources are sustainably managed for market-led smallholder agriculture in the Project chiefdoms</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 550 % increase, above baseline, of crop production from the command area of the dams ▪ 70 groups effectively maintaining irrigation commands and erosion control areas 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project monitoring reports ▪ CDC records on registry and annual review of water user and erosion control groups ▪ Annual infrastructure inspections by Land Use Department 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) Sustainable land use practices are disseminated and adopted widely ▪ (A) Groups benefiting from erosion and irrigation infrastructure are supported by Government
<p>Outcome 3:</p> <p>Smallholder producers in the Project chiefdoms supply crop- and livestock products to market partners</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A total increase of SZL 43.3 million in the annual farm gate value of traded volumes by year 6; across chiefdom and selected value chains over baseline 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production data from MoA livestock and crop surveillance system ▪ Data from MoA honey certification system ▪ Market surveys ▪ Project monitoring reports ▪ NAMBOARD, Eswatini kitchen etc. periodic reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) Consumers demand for local produce increases ▪ (A) Wholesalers access finance for business development ▪ (A) Selected value chains remain viable for the smallholder producer